

## Département du NORD

Arrondissement de Lille

Métropole Européenne de Lille - MEL



# ZAC du PETIT MENIN

## Enquête publique unique relative au projet commercial « Promenade de Flandre »

☞ Enquête préalable à la délivrance du Permis de Construire du bâtiment Promenade de Flandre

### ☞ Enquête au titre de la Loi sur l'Eau de la ZAC du Petit Menin

☞ Enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A 22

☞ Enquête parcellaire concernant le projet d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A 22

☞ Enquête préalable au classement dans la catégorie des autoroutes des nouvelles bretelles de raccordement à l'autoroute A 22

☞ Enquête préalable au déclassement de la RD 639

**Communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing**

**Enquête programmée du 2 mars au 11 avril 2015  
par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015 modifié le 29 janvier 2015.**

**Conduite par la commission d'enquête constituée par décision du Tribunal  
Administratif de Lille N° E 14000167/59 du 23 décembre 2014**

# Avis & CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

**Siège de l'enquête : Mairie de NEUVILLE-EN-FERRAIN**

### **Commission d'enquête constituée par :**

**Monsieur Jean-Paul HÉMERY, Président de la commission d'enquête**

**Messieurs Pierre GUILLEMANT  
et Pierre DELHUVENNE,**

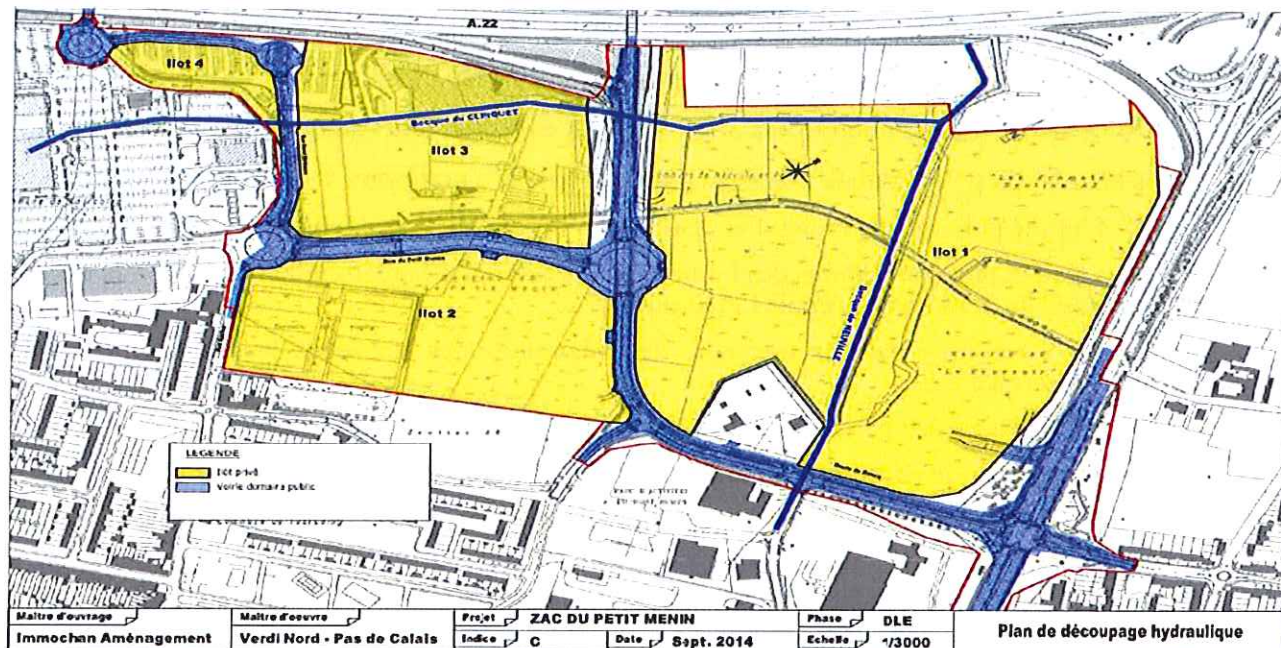
**Commissaires enquêteurs titulaires**

**Messieurs Pierre BAJEUX  
et Olivier THEETTEN**

**Commissaires enquêteurs suppléants**







## ▲ Présentation du projet ▲

La présente enquête unique porte sur le projet commercial « Promenade de Flandre », autorisé en 2011, et son accessibilité depuis l'Autoroute A22.

Ce projet est instruit sous la responsabilité de :

**Métropole Européenne de Lille (MEL),**  
Nouvelle dénomination de la Communauté Urbaine de Lille (CUDL)  
**Établissement Public de Coopération Intercommunale, sis :**  
**1 rue du Ballon**  
**59 034 LILLE CEDEX**

Dans le domaine de ses multiples compétences, MEL a celle de l'étude et le suivi de la création de certaines catégories de voies et aménagements nouveaux.

Pour mener le projet global, MEL a reçu délégation des autres Maître d'Ouvrages impliqués dans le présent projet :

- La Direction Interdépartementale des Routes Nord (DIR Nord) représentant l'Etat pour la création de nouvelles bretelles d'accès à l'Autoroute A 22 ;
- Le Conseil Général du Nord, pour la modification de statut de la Route Départementale RD 639 ;
- IMMOCHAN Aménagement du groupe « AUCHAN » associé à la Société Civile Immobilière (SCI) du Petit Menin (Société ALTAREA COGEDIM) pour le permis de construire du projet commercial « Promenade de Flandre ».

### Rappel du projet

La Z.A.C du « Petit Menin » située sur les communes de Tourcoing, Neuville-en-Ferrain et Roncq a été créée le 1<sup>er</sup> février 2008. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie foncière de Lille Métropole et vise à développer le tissu économique.

Sur les 55 ha que comporte la Z.A.C, la concession d'aménagement a été attribuée le 1<sup>er</sup> juillet 2011 à Immochan Aménagement, pour une surface de 45,36 ha décomposés comme suit :

- ☞ Espaces publics : 10,50 ha.
- ☞ Parcelles privées : 34,86 ha.



L'aménagement de la zone consiste:

- ✚ à la réalisation du projet commercial « Promenade de Flandre»;
- ✚ à modifier l'accessibilité à la ZAC depuis et en retour vers l'autoroute A22;

Dans le cadre du projet global, l'enquête publique unique a porté sur:

- ✚ L'utilité publique du projet d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22;
- ✚ L'état et plan parcellaires des immeubles nécessaires à la réalisation du projet d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22;
- ✚ Le classement dans la catégorie des autoroutes des nouvelles bretelles de raccordement à l'autoroute 22;
- ✚ Le déclassement partiel du statut de voie express de la RD 639;
- ✚ Les permis de construire concernant le centre commercial « Promenade de Flandre»;
- ✚ L'autorisation délivrée au titre de la Loi sur l'Eau pour l'aménagement de la ZAC du Petit Menin.

Dans le cadre du projet d'aménagement global de la ZAC du Petit Menin, MEL a déposé plusieurs dossiers, au nom des différents Maîtres d'Ouvrages :

- Un dossier d'aménagement de la ZAC du Petit Menin (autorisation au titre de la loi sur l'eau) ;
- Une demande de classement dans la catégorie des autoroutes des nouvelles bretelles de raccordement à l'autoroute A 22 (déclaration d'utilité publique, enquête parcellaire, classement des bretelles dans le domaine autoroutier) ;
- Une demande relative au projet commercial « Promenade de Flandre » (permis de construire, déclassement partiel du caractère de voie express de la RD 639).

**Bien que l'enquête unique concerne six (6) projets distincts mais concomitants, les présentes conclusions ne concernent que l'enquête relative à la délivrance de l'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau**

### Objet de l'enquête

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Petit Menin, l'aménageur se doit en fonction des travaux et des solutions retenues, de déclarer ou de solliciter auprès de la Police de l'Eau, l'autorisation d'effectuer les travaux.

Certaines des opérations décrites ci-après sont soumises au régime de la simple déclaration (**D**) en Préfecture, d'autres nécessitent une **autorisation (A)** ayant justifié la tenue de la présente enquête "Loi sur l'Eau".

Rubrique	Cas du projet présenté	Régime
1.1.1.0	En phase travaux, des opérations de rabattement de nappe seront nécessaires.	<b>D</b>
1.1.2.0	En phase travaux, des opérations de rabattement de nappe seront nécessaires. Les volumes pompés ne sont pas connus à ce jour. Néanmoins, ils seront inférieurs à 200 000 m3	<b>D</b>
2.2.1.0	Les eaux pompées lors des opérations de rabattement de nappe seront rejetées vers la Becque du Clinquet ou la becque de Neuville. Le débit de référence de la Becque du Clinquet (fossé concerné par les rejets) est de 600 l/s. Les débits de rejet seront inférieurs à 25% du débit de référence (soit 150 l/s).	<b>D</b>
2.1.5.0	Le projet IMMOCHAN AMENAGEMENT couvre une surface de 45,36 hectares. Les eaux pluviales seront rejetées dans la Becque du Clinquet (fossé) et la Becque de Neuville (réseau d'assainissement).	<b>A</b>

3.2.3.0	<p>Le stockage des eaux pluviales issues des espaces publics se fera dans des bassins de tamponnement enterré.</p> <p>Le stockage des eaux pluviales issues des ilots se fera dans des bassins de tamponnement enterrés, sauf pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'ilot 1 pour lequel, il est envisagé de stocker une partie des eaux pluviales au moyen de bassins à ciel ouvert de type noues et fossés (9436m<sup>2</sup>)</li> <li>➤ L'ilot 2 : pas de données actuellement : projet non connu à ce jour.</li> <li>➤ Enfin, la mesure de compensation à la destruction de zone humide prévoit la création de mares temporaire dans la surface est d'environ 1290 m<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Compte tenu des incertitudes existantes, notamment sur le lot 2, le projet est soumis à Autorisation au titre de la rubrique 3.2.3.0</p>	A
3.3.1.0	Une zone humide d'environ 2 hectares sera détruite dans le cadre du projet.	A

### Analyse de la commission d'enquête

#### *Sur les objectifs du projet*

Le projet porte sur l'aménagement de la ZAC du Petit Menin dont la concession a été attribuée à Immochan Aménagement pour la réalisation du projet promenade de Flandre (ilot 1) et la relocalisation (non encore officialisée) de deux enseignes commerciales sur le site (ilots 2 et 3). L'ilot 4 du parking du personnel Auchan ne faisant que l'objet d'un réaménagement.

Le projet devant participer au développement économique du secteur et servir de fenêtre d'entrée Nord pour la métropole Lilloise.

#### *Sur les impacts du projet et de l'aménagement sur l'environnement*

Il résulte du projet plusieurs perturbations du milieu aquatiques liées à :

- l'imperméabilisation du site
- une modification des modalités de ruissellement et de traitement des eaux superficielles
- un apport de matières en suspension
- un risque de pollution accidentelle par déversement en phase travaux et exploitation
- une production d'eaux usées
- une destruction de zone humide
- au rejet issu des rabattements de nappe

### Avis de la CE

*En préambule la CE regrette que compte tenu des projets connus et impactant la totalité de la ZAC du Petit Menin, la demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau n'ait pas été sollicitée dans sa globalité. Traitée dans la totalité, cette demande d'autorisation aurait permis de réduire le débit des volumes de rejets et d'offrir une plus grande surface de compensation au titre de destruction de zones humides.*

Très peu de remarques ont été formulées au cours de l'enquête sur la demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

### Sur la gestion des eaux

#### *Sur l'imperméabilisation du site et du traitement des eaux superficielles*

Il est indéniable que l'aménagement des 3 ilots contribue à l'imperméabilisation du site. Cependant, les tests de perméabilité effectués attestent d'une très mauvaise infiltration, d'où des terres souvent inondées en cas de phénomènes pluvieux longs et intenses.

A partir de ce constat, l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle n'a pu être retenue comme principe de gestion.



Sur la base de calcul d'une pluie centennale, la gestion de cette artificialisation des sols se fera par:

- ❖ La récupération et le traitement des eaux de ruissellement, issues des voiries publiques dans des bassins de tamponnement avant rejet au débit de 2l/s/ha
- ❖ La récupération des eaux issues des parcelles privées, par l'intermédiaire de noues aménagées et d'un fossé récupérant les eaux de toiture du projet en entourant "Promenade de Flandre". Ces eaux étant stockées et traitées dans des bassins de tamponnement avant rejet au débit de 2l/s/ha.
- ❖ Ces bassins de tamponnement seront étanches et n'auront pas d'incidences sur la nappe superficielle.
- ❖ La présence de noues et du fossé récupérateur des eaux de toitures permettront de conserver une petite fonction hydrologique sur l'ilot n°1.

*La commission estime que les aménagements projetés conduisent à réguler une plus grande surface active par la récupération des eaux pluviales et de ruissellement en bassins de tamponnement et traitement avant rejet au débit réglementaire dans les becs de Neuville et du Clinquet.*

*Toutefois, pour l'ilot 2 dont le projet d'aménagement n'est pas connu, même s'il respecte les contraintes de rejet, il conviendra de le présenter aux services de la Police de l'Eau.*

*La commission regrette cependant que le rejet de la collecte des eaux pluviales et de ruissellement se fasse dans les réseaux unitaires et non au moyen d'un réseau séparatif avant rejet dans la becque de Neuville à l'aval du déversoir d'orage.*

#### **Sur les eaux usées**

Les eaux usées sont récupérées sur un réseau spécifique dont le raccordement se situe à l'aval du déversoir d'orage. Le projet répond à l'autorisation de raccordement délivrée par Lille Métropole, gestionnaire de l'assainissement, pour le traitement par la station d'épuration, des eaux usées générées par les différents projets.

#### **Sur les eaux de rabattement de nappe**

Pour l'aménagement de la zone, il sera nécessaire de réaliser un rabattement des eaux de nappe. Celui-ci se devra de respecter par tous moyens le volume de 200 000 m<sup>3</sup>/an pour lequel il est sollicité au titre de la déclaration pour la Loi sur l'Eau. Il appartiendra aux aménageurs de vérifier avant rejet, l'absence de toute pollution de ces eaux de rabattement de nappe. Dans le cas contraire d'en effectuer le traitement.

*La CE rappelle les obligations fixées par LMCU sur les eaux de rabattement de nappe. L'aménageur devra se conformer aux exigences des gestionnaires du réseau, à savoir, faire ces rabattements d'eaux de nappe, en dehors des réseaux unitaires.*

#### **Sur les impacts en phase travaux**

Les prescriptions particulières détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières devraient permettre d'éviter tout risque de pollution sur le site. Les recommandations pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages, à charge des futurs preneurs, devraient concourir à en assurer la pérennité.

*In fine, sur la gestion des eaux, la commission estime que le projet ne porte pas atteinte à l'hydrologie du secteur puisqu'il régule la presque totalité des eaux pluviales et de ruissellement avant rejet réglementaire. Le tamponnement et le traitement de ces eaux permettant un rejet quantitatif et qualitatif aux incidences limitées sur le milieu naturel.*

#### **Sur la destruction de zone humide**

L'Agence de l'Eau Artois/Picardie a classé une partie de la zone d'étude en zone à dominante humide. Au titre du critère pédologique, une zone humide de 20959 m<sup>2</sup> a été identifiée dont 2820 m<sup>2</sup> présentent des caractéristiques floristiques typique de zone humide.

Aucune espèce à caractère patrimonial n'a été mise en évidence sur le site concernant l'avifaune.

*Lors de la visite sur site, la CE n'a constaté l'état de la zone d'étude (ancien champ cultivé, plus ou moins inondé, dépôts d'ordures). Encadrée par l'A22, la voie express RD 639, le centre commercial,*



*cette zone ne présente pas les caractéristiques de développement et de refuge pour la faune. Si une flore typique de zone humide a été recensée, des espèces invasives se développent aussi sur le site. En conclusion la CE reconnaît qu'outre sa fonction hydrologique, la zone d'étude et plus particulièrement la zone humide recensée n'offre pas ou alors qu'une très faible fonction écologique.*

En compensation de la zone humide qui sera détruite par le projet, il a été choisi de la relocaliser sur le site pour restituer sa fonctionnalité hydrologique de tamponnement des eaux de ruissellement et de remontée de nappe.

D'une surface moindre de 11390 m<sup>2</sup>, elle se situe sur des terrains, propriété d'IMMOCHAN pour le compte de la SCI Petit Menin et du Conseil Général du Nord.

Située sur des sols non caractéristiques de zone humide, la mesure compensatoire sera traitée par un nivellement pour y parvenir. La mise en place d'une prairie humide complétée par la création d'une mare, de par les aménagements et plantations projetés, devraient conduire à restituer sur le site les fonctions initiales tout en recherchant d'y apporter une fonction écologique.

*N'ayant pas à sa connaissance de notion de coefficient en termes de compensation, la CE considère comme utile, même si elle est moindre, la restitution sur site, d'une partie de la fonction hydrologique de la zone.*

*Les aménagements et plantations effectués sur le site, guidés et vérifiés par un ingénieur écologue devraient permettre l'atteinte de l'objectif lié à la fonction écologique recherchée. Le départ d'un point zéro, au suivi post travaux, par cet ingénieur durant 5 années ne pourront que concourir à l'atteinte de l'objectif recherché.*

*La CE recommande que la compensation des saules têtards soit égale à leur destruction. La plantation de cet arbre, typique de zone humide, est encouragée par le département du Nord.*

*Toutefois cette mesure compensatoire s'effectue sur des terrains n'appartenant pas à la société Immochan pour lesquels des conventions devront être établies pour en assurer la pérennité dans la gestion et l'entretien.*

*Une zone humide ayant été répertoriée hors de l'aménagement projeté mais à l'intérieur de la ZAC, la CE réitère son regret que la ZAC n'ait pas été traitée dans son ensemble au titre de la Loi sur l'Eau.*

### **Conclusions motivées de la commission d'enquête**

A l'issue d'une enquête unique ayant duré 41 jours :

- Vu l'enquête qui a été ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015, modifié le 29 janvier 2015, signé par Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord, par délégation de Monsieur le Préfet du Nord.
- vu les délibérations n° 07 C 0305 du 29 juin 2007 du conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine approuvant la création de la ZAC du Petit Menin et n° 08 C 0116 du 1er février 2008 modifiant le dossier de création de la ZAC et son périmètre ;
- vu la délibération n° 14 C 0259 du 26 juin 2014 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) tire le bilan de la concertation préalable relative aux travaux d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin et décide d'engager la phase d'enquête publique unique ;
- vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;
- vu la décision n° E14000167/59 du 23 décembre 2014 par laquelle la Madame présidente du tribunal administratif de Lille décide de constituer une commission d'enquête, constituée par :
  - Monsieur Jean-Paul HÉMERY, président de la commission d'enquête ;
  - Messieurs Pierre GUILLEMANT et Pierre DELHUVENNE, membres titulaires ;
  - Messieurs Olivier THEETTEN et Pierre BAJEUX, membres suppléants.



- vu le déroulement de l'enquête qui s'est tenue du 2 mars au 11 avril 2015 ;
- vu la consultation transfrontalière avec les autorités belges flamandes et wallonnes ;
- vu les visites et investigations de la commission d'enquête ;
- vu les observations du public collectées au cours de l'enquête, de celles des autorités belges, de la commission d'enquête et des réponses de Métropole Européennes de Lille ;

#### Sur le déroulement de l'enquête publique

Considérant que le déroulement de l'enquête a été réalisé dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la publicité réglementaire a été respectée, tant pour les insertions dans les délais requis dans deux journaux différents diffusés dans le département du Nord et par voie d'affiches, constatés par les membres de la commission d'enquête :

- sur le terrain, aux abords de la ZAC du Petit Menin et de ses raccordements ;
- dans les mairies des communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing ;
- au bureau d'accueil de la Préfecture du Nord, au siège de MEL et du Conseil Général du Nord.

Constatant que l'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la Préfecture du Nord et de MEL ;

Considérant que des publicités extra légales de l'annonce de l'enquête ont complété les publicités réglementaires ;

Considérant que les documents contenus dans les dossiers soumis à l'enquête publique ont permis aux populations de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet global de création de la ZAC du Petit Menin et de ses raccordements routiers et autoroutiers ;

Considérant que les conditions de mise à disposition des dossiers d'enquête ont permis au public d'en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouvertures normales d'ouverture des bureaux des mairies de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing, dès le 2 mars 2015 ;

Constatant que le public pouvait s'exprimer par écrit, en se déplaçant dans les mairies ou sans déplacement en s'exprimant sur un site internet, dédié à l'enquête, au siège de la Préfecture du Nord ;

Considérant que la commission d'enquête a tenu les douze permanences prévues pour recevoir le public dans chacune des mairies de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing.

Considérant que la consultation transfrontalière a permis aux autorités belges de s'exprimer, avec retard, au projet qui leur a été communiqué ;

Considérant que la réunion publique du 20 février 2015, a permis d'éclairer les participants sur le projet mis à la consultation du public ;

Considérant que les représentants de MEL ont répondu, sans restrictions aux questions qui leur ont été soumises ;

Considérant que la commission d'enquête n'a à rapporter aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête portant sur la demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

#### Sur la demande d'autorisation

Regrettant que la demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau n'ait pas été sollicitée pour l'ensemble de la ZAC.

Considérant qu'au regard du faible taux de perméabilité, l'infiltration des eaux à la parcelle ne peut être retenu pour l'aménagement de la zone.

Considérant que la collecte des eaux pluviales a été différenciée entre les eaux de voirie et celles des parcelles privées pour un meilleur traitement.



Considérant que les bassins de tamponnement étanches ont été dimensionnés en fonction de bassins versants définis, pour une pluie d'occurrence 100 ans avant rejet au débit réglementaire dans les becs du Clinquet et de Neuville.

Considérant qu'avant rejet les eaux seront traitées pour limiter les risques de pollution.

Considérant que la récupération des eaux sur l'îlot 1, au travers du fossé périphérique et des noues végétalisées, outre leurs fonctions épuratrices, participe à la préservation de la qualité du milieu souterrain.

Considérant que les autorisations ont été données pour le rejet des eaux pluviales et de ruissellement par le SIABNA gestionnaire de la becque du Clinquet et LMCU gestionnaire de la becque de Neuville.

Considérant in fine, que le principe de gestion des eaux pluviales ne porte pas atteinte à la qualité et la quantité, des eaux superficielles, de remontée de nappe et de la nappe souterraine.

Considérant que les eaux usées seront sans incidence sur la becque de Neuville puisque récupérées par l'intermédiaire d'un réseau séparé et dirigées à l'aval du déversoir d'orage, elles seront traitées directement par la station d'épuration.

Considérant que pour le rejet des eaux de rabattement de nappe, le pétitionnaire s'engage à;

- l'adapter pour se limiter au volume pour lequel il a été sollicité.
- respecter les termes des autorisations qui lui ont été données.
- Le contrôler pour éliminer tout risque de pollution.

Considérant que le projet présenté dans son économie, ne permet pas de préserver la zone à dominante humide recensée par le SDAGE Artois/Picardie.

Considérant qu'en l'absence de coefficient de compensation, même si elle est d'une surface inférieure, la mesure compensatoire « qualitative » proposée sur le site vise :

- à préserver la fonction hydrologique du site, de tamponnement des eaux de ruissellement et des eaux de remontée de nappe pour limiter le risque d'inondation.
- à acquérir une fonctionnalité écologique forte, de par la mise en place, l'aménagement et la gestion d'une prairie humide et d'une mare.

Considérant que la mesure compensatoire est réalisée par l'aménageur sur deux terrains dont il n'est pas propriétaire, qu'il conviendra pour en assurer la pérennité de contractualiser avec les propriétaires, sa mise à disposition, son entretien et sa gestion.

Considérant que le suivi à partir d'un point zéro, en phase travaux et post travaux durant 5 années sera réalisé par un ingénieur écologue pour assurer l'atteinte de l'objectif recherché.

Considérant comme un gage de sécurité, la mise à disposition de la police de l'eau, du cahier des opérations d'entretien des ouvrages réalisés sur le site.

Considérant que l'aménagement prévu est compatible avec les orientations du SDAGE Artois/Picardie.

### **Pour ces motifs :**

**La commission d'enquête émet un avis favorable, à l'unanimité de ses membres, aux trois (3) demandes d'autorisation découlant de la Loi sur l'Eau au titre des rubriques: 2.1.5.0, 3.2.3.0, 3.3.1.0., relatives à l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Menin sur le territoire des communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing.**

**Cet avis est assorti de 2 Réserve et de 3 Recommandations.**

### **Réserve :**

**N°1** – Les rejets effectués devront respecter strictement les conditions fixées par les gestionnaires des réseaux que sont : le SIABNA et MEL.

**N°2** – Les 2 conventions régissant de la mise à disposition des terrains, de l'aménagement et de l'entretien de la mesure compensatoire devront être conclues avant le début des travaux.

### **Recommandations :**

**N°1** – La commission d'enquête recommande de faire appel à une association d'insertion locale, prioritairement, pour l'entretien de la mesure compensatoire.

**N°2** – La commission d'enquête recommande que les saules têtards soient replantés au niveau équivalent de leur destruction.

**N°3** – La commission d'enquête recommande qu'une sécurité soit mise en place autour de la mare pour éviter tout risque d'accident.

\*\*\*



\*\*\*

Lille, le 28 mai 2015

A blue ink signature, appearing to read 'P. Guillemant', written in a cursive style.

Monsieur Pierre GUILLEMANT  
Commissaire enquêteur titulaire

A blue ink signature, appearing to read 'P. Delhuvanne', written in a cursive style.

Monsieur Pierre DELHUVENNE  
Commissaire enquêteur titulaire

A black ink signature, appearing to read 'J.-P. Hemery', written in a cursive style.

Monsieur Jean-Paul HEMERY  
Président de la commission d'enquête

